

« Sans changement, ce sera le désenchantement »

Malgré les accusations d'irrégularités, Félix Tshisekedi, 55 ans, a été confirmé président. Pourra-t-il apporter le changement promis ? Ou sera-t-il la marionnette du camp Kabila, qui conserve l'essentiel du pouvoir ? L'analyse du politologue Dieudonné Wamu Oyatambwe.

ENTRETIEN : OLIVIER ROGEAU

Que vous inspire l'issue du processus électoral ?

Joseph Kabila cède la présidence, mais les scrutins du 30 décembre laissent un goût amer. Des citoyens sont morts lors de manifestations organisées pour réclamer la tenue de ces élections. Des dizaines de milliers d'observateurs se sont mobilisés pour surveiller le dépouillement des urnes. Avec quel résultat ? L'opacité qui a entouré la compilation des votes pose question quant à la légitimité de la victoire de Félix Tshisekedi. Les observateurs ont pu constater que le large soutien populaire apporté pendant la campagne à l'opposant Martin Fayulu s'est aussi manifesté dans les bureaux de vote. En vain. Dieu seul sait si, à l'avenir, la population voudra encore

se mobiliser pour des élections dont les résultats ne correspondent pas aux votes exprimés. Elle peut avoir le sentiment que les urnes ne servent à rien, qu'elles ne permettent pas de sanctionner le régime. Ce dépit pourrait déboucher sur d'autres formes de rejet du système...

Le président élu doit composer avec le camp Kabila, qui a raflé la majorité absolue aux élections législatives et provinciales. Quels sont les atouts dont dispose Félix Tshisekedi ?

Son parti, l'UDPS, compte des hommes de valeur dont il pourra s'entourer. Surtout, Félix Tshisekedi a tiré les leçons des échecs de son père, Etienne. L'opposant historique n'avait pas réussi à sceller les alliances qui lui auraient permis de conquérir le pouvoir. Félix est plus pragmatique et stratège que lui. Il

est même capable de se détacher de certaines alliances. Ainsi, en mars-avril dernier, il a eu besoin des moyens financiers de l'homme d'affaires Moïse Katumbi pour s'imposer à la tête de son parti. Puis, il s'est peu à peu éloigné de l'ancien gouverneur du Katanga pour tracer sa propre route. Félix Tshisekedi est souvent présenté comme un grand naïf, un homme influençable et malléable, mais il ne faudrait pas le sous-estimer.

Quelles sont les fragilités du nouveau président ?

Les faux diplômes belges de son dossier personnel sont un talon d'Achille. Pour l'élite intellectuelle congolaise, il y avait une satisfaction de se dire que, pour la première fois dans l'histoire du pays, l'Etat aurait à sa tête un diplômé universitaire, soit l'opposant Martin Fayulu, soit Emmanuel Ramazani Shadary, le dauphin de Kabila. Finalement, c'est un pseudo diplômé, Félix Tshisekedi, qui succède à un non-diplômé, Joseph Kabila. Autre handicap pour le patron de l'UDPS : il a été « coopté » par Kabila et sa famille politique, qui ne feront aucun cadeau au nouveau président. La coalition qui se dessine en ce moment laissera à Tshisekedi une marge de manœuvre réduite. En outre, son alliance avec Vital Kamerhe, l'ancien président de l'Assemblée nationale, est à double tranchant : elle peut être un atout ou un piège, car Kamerhe est un acteur imprévisible, qui pourrait devenir le maillon faible du nouveau chef de l'Etat.

Martin Fayulu, le candidat malheureux de la présidentielle, est de plus en plus isolé : l'Afrique le laisse tomber, l'Europe se montre embarrassée. Il a définitivement perdu la partie ?

Le candidat de la coalition Lamuka s'est embarqué dans un processus électoral dont il a finalement accepté toutes les étapes : l'enrôlement, la validation des candidatures, l'utilisation de la machine à voter, la proclamation des résultats provisoires, le recours à la Cour constitutionnelle. Sur le plan juridique, la messe est dite. Sur le plan politique, il n'est pas en position de force. Il a demandé à la population de contester la victoire de Félix Tshisekedi et à la communauté internationale de ne pas reconnaître le président élu, mais ses appels ne sont pas suivis d'effets. Kinshasa et le reste du pays restent calmes et la mission que l'Union africaine avait prévu d'envoyer à Kinshasa a été annulée. Parmi les chefs d'Etat africains qui ont déjà félicité Félix Tshisekedi, il y a celui d'Afrique du Sud, pays le plus puissant de la région, et celui de Tanzanie, pays considéré comme une référence démocratique en Afrique australe.

Comment Martin Fayulu pourrait-il rebondir ?

A mon sens, il ne lui reste qu'une solution : se rapprocher du candidat déclaré vainqueur. Après tout, sur le fond, la seule divergence de vue entre Martin Fayulu et Félix Tshisekedi porte sur l'ordre d'arrivée de la course à la présidence. Ils

ont lutté longtemps ensemble contre le régime en place et ni l'un ni l'autre ne voulaient voir le dauphin de Joseph Kabila, Emmanuel Ramazani Shadary, succéder au président sortant. Si Fayulu persiste dans sa contestation actuelle, il risque d'affaiblir le nouveau chef de l'Etat et de renforcer le camp de Kabila, qui a réussi à opposer les opposants. Tshisekedi se dit ouvert à la discussion avec Fayulu. Reste à voir si le président sera libre de ses initiatives en vue d'un rapprochement. Et si Fayulu parviendra à transformer la coalition Lamuka en réelle force d'opposition au sein des assemblées.

Ses deux parrains, Moïse Katumi et Jean-Pierre Bemba, vont-ils continuer à lui apporter leur appui ?

Martin Fayulu a reçu d'eux un mandat : être élu président pour qu'il puisse prendre un certain nombre de décisions en leur faveur. Il avait pour mission de permettre à Bemba et à Katumbi, les exclus du scrutin présidentiel du 30 décembre, de participer aux prochaines échéances électorales. Mais il n'a pas été proclamé vainqueur. Du coup, les deux ténors de l'opposition vont rediscuter de son statut à la tête de l'opposition. Martin Fayulu sort nettement fragilisé du processus électoral. C'est une situation paradoxale, car il a bénéficié du soutien massif de la population, qui le considérait comme le seul candidat de la rupture nette avec le régime de Kabila.

Comment voyez-vous évoluer la scène politique congolaise

ces prochains mois ?

Une fracture entre pragmatiques et idéalistes va sans doute se produire au sein du camp Fayulu, mais aussi dans les rangs de la nébuleuse kabiliste. Les réalistes de la coalition Lamuka vont finir par reconnaître la victoire de Tshisekedi et dialoguer avec l'UDPS, tandis que des radicaux mèneront une opposition → frontale. De même, parmi les figures de proue du FCC, certains barons du régime de Kabila, qui ont peu soutenu Emmanuel Ramazzani Shadary pendant la campagne électorale et estiment aujourd'hui qu'il a conduit la majorité présidentielle à la défaite, sont ouverts à un rapprochement avec Vital Kamerhe et Félix Tshisekedi. Mais d'autres kabilistes considéreront toujours les dirigeants de l'UDPS comme des opposants.

Les manipulations du processus électoral ternissent-elles la « sortie » de scène du président Kabila ?

Toute l'attention s'est braquée sur l'élection présidentielle. L'enjeu des législatives et des provinciales a été sous-estimé par l'opposition. Or, il y a une contradiction flagrante entre les résultats des scrutins. A la présidentielle, le candidat du pouvoir n'a pas atteint le tiers des voix, alors qu'aux nationales et provinciales la majorité présidentielle emporte plus des deux tiers des sièges. Cela donne à penser que ces résultats sont le fruit d'un arrangement, et non du traitement régulier des résultats. Le fait que le Front commun pour le Congo, la coalition pro-Kabila, rafle 337 sièges sur 485 à l'Assemblée nationale fait craindre un tripatouillage de grande ampleur. Pour Joseph

Kabila, c'est une défaite en termes d'image : il aurait pu rester dans l'histoire comme le premier président à avoir organisé en RDC une transition politique qui permette l'alternance. Finalement, la séquence électorale, impactée d'anomalies, donne à Kabila une image d'arrangeur, de tricheur.

Ces « anomalies » permettent-elles à Joseph Kabila et à sa formation de rester à la manœuvre ?

Largement majoritaire à l'Assemblée nationale, le FCC pourra désigner le Premier ministre, poste que convoitait Vital Kamerhe formant un « ticket » électoral avec Félix Tshisekedi. Le gouvernement comptera aussi des figures du régime en place, car les vainqueurs des législatives voudront conserver l'essentiel du pouvoir. Mais les kabilistes peuvent difficilement priver les tshisekedistes de portefeuilles comme les Affaires étrangères et la Défense, domaines qui font partie des prérogatives du président. Les négociations de ces prochains jours détermineront le type de cohabitation qui unira les deux familles politiques. Si la

relation s'avère conflictuelle, soit le chef de l'Etat cédera devant les exigences des pro-Kabila, soit il prendra le risque de dissoudre le Parlement pour provoquer de nouvelles élections.

Félix Tshisekedi va-t-il conserver le soutien de ses troupes ?

Un Muluba à la tête du pays est un fait nouveau, mais cela ne suffit pas à garantir l'appui indéfectible de toute l'ethnie qui constitue une grande partie de sa base électorale. Il y aura forcément des déçus lors du partage du pouvoir. Quelle sera l'attitude de la base de l'UDPS une fois l'euphorie de la victoire retombée ? De nombreux militants ont perdu la vie ou ont été incarcérés lors des manifestations de l'opposition. Soutiendront-ils longtemps une alliance de leur parti avec les kabilistes si elle apparaît comme une aléance ? Félix Tshisekedi, en rendant un vibrant hommage à Joseph Kabila pour avoir permis l'alternance, prend déjà le risque de fâcher sa base. Surtout, le changement tant attendu dans les affaires de l'Etat pourrait tarder à se concrétiser. Et si les conditions de vie de la population ne s'améliorent pas rapidement, il y a un réel risque de désenchantement. ▣